

**13 novembre : une étape décisive dans la résistance des universitaires.
Des milliers d'universitaires et d'étudiants réunis partout en France dans des
assemblées générales pour contester la politique du gouvernement.**

Décollage spectaculaire de la pétition pour la sauvegarde du statut d'enseignant-chercheur

L'appel initié par le SNESUP le 6 novembre dernier, déjà co-signé par de nombreuses organisations et rejoint par SUD et SLU, a été signé par 2220 personnes en moins de 24 h. Les syndicats autonomes (FNSAESR-CSEN) s'associent à la condamnation de ce brutal projet de décret qui fait exploser les statuts. La mise en échec de la réunion du CTPU convoqué dès le lundi 17 par la ministre pour faire avaliser son projet se prépare. Le SNESUP (7 élus), avec le SNPREEES-FO (1 élu) et les autonomes (2 élus), appelle les élus SGEN et Sup'Recherche (5 élus ensemble) à construire un front unitaire unanime pour manifester l'opposition indiscutable de la profession au démantèlement du statut.

**Signer et faire signer cette pétition
est essentiel pour défendre les libertés scientifiques au cœur de nos statuts**

<http://www.recherche-enseignement-superieur.fr>

Mastérisation/concours : des convergences fortes pour le retrait du dispositif en l'état

Le SNESUP se félicite de l'ampleur des résistances universitaires au dispositif "mastérisation/concours".

Ce que tend à imposer le gouvernement dans une précipitation illégitime, c'est la remise en cause de recrutements, à la hauteur des besoins réels, d'enseignants fonctionnaires d'Etat et recrutés sur concours nationaux, qui disposent d'une solide et large qualification mêlant les dimensions académiques et professionnelles.

Le SNESUP agit, comme l'immense majorité de la communauté universitaire, pour l'amélioration du processus de formation des enseignants et pour la validation de celui-ci par un master. Il porte l'exigence d'une revalorisation salariale statutaire pour tous les enseignants.

Le SNESUP appelle les ministres à entendre le mécontentement et les propositions qui viennent en nombre des départements d'enseignement, des CEVU, CS, CA des universités (au moins 40 Conseils dans des votes souvent unanimes à l'initiative de notre syndicat), des associations de spécialistes, des anciens jurys de concours.

Il exige en ce sens que

- la conception et la mise en œuvre des masters associent, pour chaque académie, l'ensemble des universités et l'IUFM. Il faut préserver et utiliser le potentiel de formation des IUFM, pour la formation initiale et continue ;
- la place du concours en M2, telle qu'elle est actuellement prévue et qui est un non sens, soit revue. Le SNESUP est partisan de concours rénovés en fin de M1.

Le SNESUP invite, dans ce cadre, tous les collègues à s'associer, comme notre syndicat, à l'Appel du 8 novembre : nouvelle formation des enseignants, danger !

Il appelle à s'affranchir de la note de la DGES du 17 octobre pour construire avec toutes les parties intéressées à l'amélioration de la formation des enseignants, les projets de transformation progressive des cursus, des diplômes et des concours, inscrits dans un cadre national fort.

Réussir la grève unitaire du 20 novembre

Le gouvernement tourne le dos aux aspirations des personnels de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il affaiblit le service public à l'heure où plus que jamais leur présence efficace sur tout le territoire est garante d'égalité et de justice sociale. Dans les universités, dans toutes leurs composantes, dans les Ecoles et Instituts seule l'action unitaire cohérente et solidaire portera la force de nos revendications. Construire l'action de grève avec tous les collègues pour le 20 novembre est plus que possible !